Conférence des ambassadeurs et des ambassadrices

Discours de clôture de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères

Paris, 29 août 2018

Monsieur le Secrétaire d'État, cher Jean-Baptiste Lemoyne,

J'excuse Nathalie Loiseau qui accompagne le président de la République au Danemark et en Finlande -

Monsieur Premier ministre, cher Jean-Pierre Raffarin,

Mesdames et Messieurs les ministres,

Madame et Monsieur présidents des commissions parlementaires,

Mesdames et Messieurs les Parlementaires,

Monsieur le secrétaire général,

Mesdames les Ambassadrices et Messieurs les Ambassadeurs,

Mesdames, Messieurs,

Lorsque je me suis exprimé devant vous pour la première fois, il y a un an, la France était attendue. L'élection présidentielle avait cristallisé, dans un message d'ouverture, la volonté de transformation de notre pays, ainsi que son rejet du populisme et du repli. Elle avait suscité, jusqu'à l'étranger, espoir et curiosité. Notre pays avait une opportunité à saisir et notre diplomatie a su se montrer à la hauteur d'une tâche qui a rendu notre mission à la fois plus facile et plus exigeante. Je sais que vous n'avez pas ménagé vos efforts, je sais quelle part de ce succès vous revient. Je suis donc très heureux d'être à nouveau parmi vous, heureux de trouver réunie ici cette équipe de France que vous formez à votre manière.

Un an après notre première rencontre, nous allons donc clore la vingt-sixième édition de cette Conférence, qui pour la première fois porte officiellement le nom de «Conférence des ambassadeurs et des ambassadrices». Cette année, plus d'un quart d'entre vous sont des femmes, contre à peine plus de 10% il y a six ans. C'est un signe parmi d'autres de la modernisation de ce ministère, et je m'en réjouis.

Chaque année, la Conférence est un temps fort de la vie de notre ministère.

D'abord c'est le moment où le président de la République vient fixer le cap.

C’est aussi un moment d’échange, marqué par un grand esprit de liberté. C’est pourquoi j’ai souhaité laisser davantage de temps aux ateliers fermés et réitérer l’exercice du huis clos, initié l’année dernière, je crois particulièrement réussi cette année. Deux heures et demie.

Enfin, la conférence c’est un moment où les portes de notre ministère s’ouvrent à tous ceux avec qui nous avons vocation à unir nos forces.

Vous agissez au nom de l’ensemble du gouvernement. Je me réjouis que Gérard Collomb, Florence Parly, Frédérique Vidal et Jean-Michel Blanquer aient pris la parole devant vous ces derniers jours, confirmant la vocation interministérielle de votre mission.

Je me réjouis aussi de la présence de Peter Altmaier, qui nous a fait, à Jean-Baptiste Lemoyne et à moi-même, l’amitié de participer hier à un déjeuner de réflexion sur la politique commerciale.

Cette Conférence est enfin un moment d’ouverture sur la société civile, et notamment le monde des entreprises, car cette rencontre annuelle est aussi l’occasion de faire connaître l’action de nos postes à nos concitoyens et d’identifier de nouveaux axes de travail au plus près de leurs préoccupations. Cent quatorze d’entre vous iront vendredi dans les régions françaises pour parler du travail qui se fait dans cette maison. C’est un point important ; j’y reviendrai dans mon propos.

À tous ces égards, notre conférence a été un succès et je souhaite remercier le secrétaire général, cher Maurice Gourdault-Montagne, ainsi qu’Olivier Chambard et Sébastien Minot, qui y ont particulièrement œuvré, ainsi que tous ceux qui, parmi vous, ont travaillé à ce succès.

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

L’année qui vient de s’écouler restera, dans notre mémoire collective, comme un moment où les circonstances nous apprirent à conjuguer enthousiasme et gravité. Si la France a retrouvé une position favorable sur la scène internationale, force est de constater que les risques que nous avions pressentis, les tendances préoccupantes que nous avions détectées, sont devenus réalité.

Chacun parmi vous en est conscient : nous vivons dans une période de tension et de conflictualité. Les deux ruptures que j’évoquais devant vous l’an dernier se sont confirmées : une rupture sur le plan de la sécurité, se manifestant par la multiplication des crises aux portes de l’Europe ; une rupture dans l’économie internationale, liée aux déséquilibres commerciaux que risquent d’aggraver les tentations de guerre économique. Cette année a aussi attesté du bien-fondé de nos craintes quant à l’émergence de menaces d’un type nouveau dans le domaine cyber et sur le terrain de l’information. La campagne de manipulation orchestrée autour des attaques chimiques du régime syrien contre la Ghouta orientale en a fourni le triste exemple.

Mais à ces crises sur la scène internationale, s’ajoute une crise de la scène internationale.

Le problème qui se pose désormais à nous, c’est que nos modes de pensée et de travail ont été ébranlés par la remise en cause des principes mêmes qui régissent les rapports entre les États, à commencer par le respect de la parole donnée. En un an, nous avons assisté à la dénonciation de l’accord de Paris sur le climat, de l’accord de Vienne sur le nucléaire iranien, à l’imposition unilatérale de surtaxes douanières remettant en cause les accords commerciaux existants et à des prises de positions revenant à minorer ou, du moins, à conditionner les obligations d’assistance mutuelle entre alliés. Ce sont autant de défis portés à l’idée même de diplomatie.

L’autre fondement remis en cause aujourd’hui - c’est pourquoi je parle de crise de la scène internationale - c’est la capacité à dresser un diagnostic partagé des problèmes du monde. Le président de la République a souvent utilisé la notion «d’intraduisibles». Elle s’applique assez bien au quotidien du diplomate, qui doit composer avec ce que les approches de nos partenaires ont de fondamentalement ancré dans des histoires, dans des cultures, des impératifs politiques qui ne sont pas les nôtres. Traduire les «intraduisibles», c’est votre défi. Mais il est des cas où des États manient sciemment le mensonge ou la manipulation. Il est même des cas où, aidés par les outils offerts par Internet ou les médias de masse, ils chercheront à générer une réalité alternative, à manipuler nos opinions. C’est alors sur le principe même du dialogue qu’ils font peser une menace.

Tous ceux qui reviennent sur leur parole ou agissent de mauvaise foi sont faibles ; s’ils sont faibles, l’ordre du monde ne s’en trouve pas radicalement troublé. Mais s’ils sont puissants, comme c’est le cas aujourd’hui, ils mettent en péril la possibilité même de l’action diplomatique.

Ce constat nous oblige à revoir la manière dont nous concevons notre action. Pour mener à bien le double projet de refondation que porte le président de la République - refondation de l’Europe, refondation du multilatéralisme -, nous devons donc nous atteler à repenser notre diplomatie. En fait, pour parler très concrètement, nous devons nous battre pour qu’il demeure possible de faire de la diplomatie. Nous le devons parce que le monde en a besoin et parce que la France en a besoin. Et par diplomatie, je n’entends pas, vous le savez, l’incantation ou la posture, voire le bavardage.

Permettez-moi de prendre pour guide le Général de Gaulle, qui se livrait, lors d’une conférence de presse tenue à l’occasion la crise de Berlin en 1961, à une sorte de leçon publique de diplomatie : «À un certain point de menace de la part d'un impérialisme ambitieux, tout recul a pour effet de surexciter l'agresseur, de le pousser à redoubler sa pression, et finalement, facilite et hâte son assaut. Au total, actuellement, les puissances occidentales n'ont pas de meilleur moyen de servir la paix du monde que de rester droites et fermes. Est-ce que cela veut dire que pour toujours les deux camps devront s'opposer ? Ce n'est pas du tout ce que pense la France. La France croit que la civilisation moderne n'a d'avenir que par l'entente et puis la coopération.»

Mesdames et Messieurs,

Les circonstances exigent parfois d’assumer le rapport de forces. C’est encore le cas aujourd’hui, nous ne le savons que trop bien. Mais assumer le rapport de forces

n’interdit en rien de rechercher partout où c’est possible la voie du dialogue et de l’association. Cette évidence, il nous revient d’en faire une méthode. Car la leçon du Général de Gaulle est aussi comme une invitation à agir : agir pour défendre notre vision d’un ordre international régulé, agir pour défendre nos intérêts dans le monde, agir en conformité avec les valeurs que nous prônons.

Les solutions que nous entendons privilégier sont de notre temps, car la diplomatie, c’est la seule approche qui nous permettra de faire face aux grands défis de demain : le défi du climat, le défi du numérique, le défi de la mondialisation. Toutes ces questions se poseront - et, dans bien des cas, se posent déjà - à l’échelle globale. Il serait vain de prétendre leur apporter des réponses nationales ou régionales. Et ces questions se poseront à nous - et là encore, dans bien des cas, se posent déjà - d’une manière absolument inédite. Nous ne pouvons pas nous contenter de ralentir le délitement de l’ordre international, nous devons prendre en main sa recomposition. Pour organiser le «One Planet Summit» ou réunir les responsables libyens à Paris le 29 mai dernier, nous sommes sortis des cadres habituels et nous avons bien fait. Nous devons donc conserver cet esprit d’initiative, conserver cette inventivité. Nous devons innover.

Ce programme est ambitieux. Nous devons nous employer à le mettre en œuvre, en nous attachant à trois priorités :

D’abord, nous donner les moyens d’être réellement souverains, c’est-à-dire de maîtriser notre destin dans le monde ;

Ensuite, proposer des solutions concrètes aux grands défis de notre temps ;

Enfin, assurer que les cadres collectifs et la possibilité même du dialogue soient préservés pour l’avenir.

Notre souveraineté et notre autonomie dans l’action constituent les conditions d’une diplomatie capable d’aller au-delà du discours. C’est le maintien de moyens de défense suffisants, bientôt portés à 2% de notre PIB, qui a permis à la France, en avril dernier, conjointement avec les États-Unis et le Royaume-Uni, de faire respecter la ligne rouge tracée par le président de la République en mai 2017 devant Vladimir Poutine. Je veux donc, cette année, placer la question des moyens au cœur de mon propos, comme je l’ai placée au cœur de mon action depuis un an. Et je voudrais évoquer, ce faisant, deux éléments de ce que j’appellerai notre capital diplomatique : notre capital interne, celui qui détermine notre puissance et notre influence propre et notre capital externe, c’est-à-dire l’ensemble des alliances, des partenariats et des relations que nous pouvons mobiliser dans le monde pour appuyer nos priorités.

Je veux commencer par évoquer les leviers dont notre ministère disposera pour agir. Le président de la République avait annoncé, l’an dernier, que 2018 serait une année de stabilisation. Ce fut le cas. 2019 sera une année de reconquête de nos moyens.

Premièrement, le principe de l’universalité de notre réseau a été une fois de plus confirmé. Pour moi, c’est essentiel. C’est parce que notre réseau est universel que nous avons pu obtenir, avec un score exceptionnel, l’élection de Ronny Abraham à la Cour internationale de justice. Et, lorsqu’il s’est agi d’appuyer la candidature d’Audrey

Azoulay à la direction générale de l'UNESCO, je rappelle qu'à ce moment-là il n'y avait pas de petites et de grandes ambassades.

Deuxièmement, l'ensemble des leviers concrets de notre action vont être accrus. Il ne me revient pas de présenter dans le détail les arbitrages rendus avant la publication du projet de loi de finances. Je voudrais toutefois donner quelques illustrations.

-Notre aide publique au développement augmentera de manière spectaculaire, conformément aux engagements pris par le président de la République devant vous l'an dernier, avec l'engagement de 1,3 milliards d'euros pour l'aide projet soit un quadruplement par rapport à 2018. Dans le même temps, les enveloppes des FSPI, à la main des ambassadeurs, augmenteront de presque 50% dans le même temps.

-Les crédits humanitaires et de sortie de crise atteindront 100 millions d'euros soit un accroissement de 40%.

-Les contributions volontaires au système des Nations unies atteindront 100 millions d'euros, alors même que nous maintenons nos contributions déjà élevées aux grands fonds multilatéraux de santé, et que notre contribution au programme mondial pour l'éducation atteindra 200 millions d'euros entre 2018 et 2020, comme l'a annoncé le président de la République à Dakar.

-Les moyens du réseau culturel et de coopération seront stabilisés en 2019 après avoir été augmentés en 2018, de même que le budget de l'AEFE, conformément aux engagements pris par le président de la République. Sur cette base, nous pourrons conforter le modèle de l'AEFE, tout en engageant les évolutions nécessaires à un développement plus ambitieux de son réseau - c'est le sens des propositions que je ferai prochainement au président de la République. Par ailleurs, le rapprochement de l'Institut français et de l'Alliance française va dans le même sens et correspond à une demande que le chef de l'État nous avait adressée l'an dernier. En bref, l'Institut français sera renforcé dans son rôle d'appui aux deux réseaux, et sa colocalisation avec la Fondation à Paris créera des synergies, tout en préservant – c'est un point sur lequel la tension était forte - tout en préservant l'indépendance des Alliances à l'étranger.

-Concernant la sécurité – c'est un point sur lequel j'étais très attentif, je vous l'avais dit l'année dernière et je l'ai redit dans certains de mes déplacements. En accord avec le ministre Darmanin, nous dégagerons des moyens non budgétaires pour poursuivre et même accélérer le plan de sécurisation de nos ambassades et des lycées français. 100 millions d'euros seront ainsi disponibles en 2019 et en 2020 pour ces travaux de sécurisation. Je m'assurerai, je tiens à vous le dire, personnellement de l'accélération de la mise en œuvre, et cela ne se reproduira sans doute pas deux fois.

Cette hausse des moyens devra s'accompagner d'un renforcement de certains services en administration centrale. Qu'il s'agisse des questions relatives à la politique commerciale au sein de la DUE, des questions cyber ou des questions liées à l'architecture de sécurité en Europe au sein d'ASD ; qu'il s'agisse des équipes des ambassadeurs chargés des migrations ou du numérique, ou encore de

l'affermissement de la fonction juridique sous l'égide d'un comité présidé par le directeur des affaires juridiques et chargé de me rendre compte régulièrement. Je demande au secrétaire général de veiller à cette mise en œuvre et d'identifier les autres besoins prioritaires, y compris dans les directions géographiques.

Troisièmement, comme vous l'a dit le Premier ministre hier, le ministère de l'Europe et des affaires étrangères se trouve conforté - singulièrement conforté - dans son rôle de pilotage interministériel. Le transfert vers notre ministère de l'ensemble des ressources du soutien - qu'il s'agisse des ressources humaines, des finances ou de l'immobilier -, vous donne, à vous les Ambassadrices et les Ambassadeurs, l'opportunité d'adapter l'organisation de vos postes. Vous le ferez en impliquant dans votre réflexion les agents administratifs, notamment les services communs de gestion. Ils ont amplement fait la preuve de leur capacité d'adaptation dans le passé, et je voudrais à cet instant saluer leur engagement.

Du coup, le rôle de l'ambassadeur dans la définition de l'équipe dont il estime avoir besoin pour mener à bien sa mission se trouvera considérablement renforcé. Dans quelques jours, je m'adresserai à vous pour vous demander de produire un schéma d'évolution de votre dispositif, tous réseaux confondus, ce qui est une grande nouveauté, je pense que chacun s'en rend compte. Pour vous appuyer dans cette démarche et guider la réforme profonde qu'elle implique, j'ai décidé de nommer auprès de moi Alain Le Roy, assisté d'une équipe interministérielle, il pilotera le projet sous mon autorité directe et assurera avec moi l'indispensable interface avec les autres ministères concernés, il sera à votre disposition pour vous orienter et répondre aux questions très concrètes que ne manquera pas de soulever l'exercice auquel je vous invite.

C'est un exercice difficile mais qui vous place désormais au centre du jeu. Ce rôle crucial pour la défense des intérêts de notre pays, je vous demande de l'endosser entièrement, comme le Président de la République vous y a invités avant-hier.

Vous le savez, les réformes économiques et sociales entreprises par le Président de la République et le gouvernement constituent la condition de notre redressement.

Si l'année écoulée aura été celle de la fin de la procédure pour déficit excessif ouverte contre la France depuis 2009, ce qui crédibilise notre discours sur le respect des règles de l'Union et notre volonté de sa refondation, de nombreux efforts restent encore à faire. Notre ministère doit être en première ligne pour conduire certains d'entre eux, car les chiffres de notre commerce extérieur demeurent singulièrement décevants. L'accroissement des prix de l'énergie y est pour beaucoup et nous savons également que reconstituer notre appareil productif prendra du temps. Mais nous devons agir dès maintenant, pour nous assurer qu'aucune occasion, aucune opportunité à l'étranger ne soit perdue pour nos entreprises.

Les ambassadeurs et les ambassadrices doivent donc devenir les chefs de file, encore plus qu'avant, de notre expansion économique à l'étranger. En conséquence de quoi je souhaite que dès le mois prochain, chacun d'entre vous établisse la liste des dix contrats prioritaires pour nos entreprises dans votre pays de résidence, quelle que soit la taille, et fasse remonter toutes les huit semaines un point sur

l’avancée de ces projets, sur ce qui a été entrepris concrètement pour les aider, ainsi que sur les difficultés rencontrées et les actions utiles à mener depuis la France.

À l’international, comme je vous l’avais annoncé l’année dernière et sous l’autorité vigilante de Jean-Baptiste Lemoyne, nous allons rationaliser l’articulation entre les acteurs, notre objectif étant de parvenir à ce que le dispositif de soutien à l’export s’incarne dans un interlocuteur unique sous la responsabilité de l’ambassadeur. Je compte sur votre engagement pour assurer la réussite de cette restructuration.

Mais je suis convaincu par ailleurs que la bataille du commerce extérieur se gagne d’abord sur les territoires, d’abord en France. Pour garantir un suivi plus fin et plus personnalisé à nos entreprises en région, parce que nous avons un nombre insuffisant d’entreprises qui exportent et parce que nous exportons uniquement sur certaines filières et pas dans d’autres, pour avoir une dynamique nouvelle, nous avons redéfini les rôles de Business France, des Régions, de la BPI et des CCI, pour qu’il y ait là aussi un interlocuteur unique. Cette réforme est en cours. Je me suis beaucoup investi avec les présidents de région pour faire adopter le plus largement possible ce schéma qui clarifie le rôle de chacun et place notre opérateur, Business France, au plus près des acteurs économiques de terrain. Au cours de l’année, j’ai l’intention, avec Jean-Baptiste Lemoyne, de me rendre chaque mois dans une région différente pour vérifier la bonne mise en place de ce dispositif et la bonne articulation avec le dispositif que vous-mêmes vous mettez en place dans les pays d’accueil. La première de ces visites aura lieu dès le mois prochain. Ce sera en Normandie puisque le président de région est Hervé Morin.

Sur le front de la diplomatie économique, je veux également évoquer le tourisme, qui est en soi un secteur d’activité porteur pour notre pays et contribue à renforcer son image - et, avec elle, son attractivité - à l’international. En la matière, nous avons connu une progression remarquable. L’année 2017 a été très bonne, avec 87 millions de visiteurs étrangers en France ; l’année 2018 – il y a déjà des chiffres qui circulent mais il faut attendre la fin - devrait l’être aussi, c’est-à-dire que l’on va dépasser les 87 millions, on va même sans doute flirter avec les 90 millions. Nous devons rester mobilisés pour atteindre l’objectif fixé par le Premier ministre, qu’il nous a fixé à Jean-Baptiste Lemoyne et à moi-même, de 100 millions de touristes étrangers d’ici 2020. Par ailleurs nous ne saurions nous contenter de voir seulement quelques hauts-lieux de notre patrimoine concentrer la majeure partie du tourisme international. Là aussi, ma conviction est que le succès passe par les régions – je ne pense pas que Jean-Pierre Raffarin me contredira. Nous travaillerons donc à l’internationalisation des territoires. Pour nous y aider, je souhaite que nos régions puissent régulièrement intervenir devant le corps diplomatique à Paris, à notre invitation, afin d’évoquer leurs ambitions ou leurs projets à l’international.

Enfin, je veux insister sur l’importance des relations que vous entretenez, vous, avec les Français de l’étranger, qui constituent également un atout pour notre pays. La mise en place rapide du fonds de soutien au tissu associatif permettra bientôt de faire émerger des projets de qualité qui ne pourront que profiter à notre pays.

Nous devons donc travailler à nous renforcer. Mais notre souveraineté et notre liberté d’action ne peuvent toutefois être défendues sur la base de nos seuls moyens. Nous devons donc revenir aux fondamentaux de notre action diplomatique.

Dans ce contexte, la maîtrise de notre destin passe d'abord par l'Union européenne. Le président de la République nous l'a rappelé lundi : l'Europe est au cœur de notre souveraineté.

Certes, l'année 2019 sera celle du Brexit. C'est la décision souveraine du peuple britannique et nous la respectons. Depuis le 19 juin 2017, la négociation est enclenchée, sous la conduite de Michel Barnier, qui a reçu des 27 États membres et de la Commission européenne un mandat clair. Jamais il ne s'est agi d'adopter une approche punitive à l'égard du Royaume-Uni. Il a vocation à rester, après son retrait, un partenaire et un allié essentiel pour l'UE et singulièrement pour la France, y compris dans le domaine de la sécurité. On s'interroge encore sur tout ce que pourra signifier le Brexit. Mais je voudrais déjà vous faire part, à ce propos, d'une double conviction : le Brexit ne saurait priver la Grande-Bretagne de l'identité européenne qui est l'une de ses sources vives, ni marquer la fin de la relation entre nos deux pays. La France est bien placée pour savoir ce que l'alliance avec le Royaume-Uni a de précieux, a eu de précieux. Mais il y a aussi ce que nos deux peuples se sentent de commun et qui va au-delà de nos ententes et de nos différends. Il y a ce modèle que nous avons, pour ainsi dire, inventé ensemble, parfois dans la rivalité : la démocratie moderne. Il y a ce choix commun de l'ouverture politique et économique. Il y a aussi une certaine communauté de vues sur la marche du monde. Mais, néanmoins, dans la négociation en cours, nous devons nous garder de toute naïveté. Notre intérêt, mais c'est aussi l'intérêt de la Grande-Bretagne, est de mettre fin dès que possible à l'incertitude que fait planer le Brexit, tout en préservant vigoureusement, fermement, l'intégrité du projet européen.

Le Brexit ne doit pas nous faire oublier que l'Europe se porte mieux qu'on ne le dit souvent. C'est peut-être même curieux que je le dise maintenant, mais, quand même, la Grèce - où je me rendrai la semaine prochaine - est sortie de son troisième plan d'aide, au prix de lourds sacrifices mais aussi grâce à la solidarité européenne et à notre volonté indéfectible de préserver l'Union.

Les faits, y compris dans l'année écoulée, le démontrent : l'Europe est forte. Que l'on regarde ce bilan, qui doit beaucoup à la France.

Il y a eu la détermination de l'Union européenne à défendre fermement ses intérêts commerciaux face aux attaques américaines, défense que nous n'aurions pas pu assurer sur la base de notre seul marché national. L'adoption sans délai de contremesures efficaces a conduit Washington à chercher l'ouverture d'une discussion. On verra ce qu'elle donnera mais elle est là.

Il y a eu l'affirmation d'une Europe plus sociale, avec l'encadrement du travail détaché pour mieux lutter contre les fraudes, et avec l'adoption d'un Socle européen des droits sociaux à Göteborg.

Il y a eu la confirmation que l'Union européenne, lorsqu'elle en a la volonté, est capable de réguler des secteurs fortement mondialisés selon ses propres normes, comme le démontre l'alignement des GAFA sur notre niveau d'exigence. Ce résultat, nous le devons à l'intérêt évident qu'ont ces entreprises à pouvoir continuer à travailler librement sur notre continent. Isolé, il est clair qu'aucun pays européen n'aurait pu espérer un tel succès.

Enfin, le tabou qui pesait sur l'autonomie stratégique de l'Union européenne a été levé, on en parle très régulièrement, il y a trois ans on n'en parlait, mais il a été levé d'autant plus fortement qu'il y a eu l'adoption d'un Fonds européen de défense et la mise en œuvre de la Coopération structurée permanente. Autant d'initiatives que nous devons continuer d'appuyer, sur lesquelles nous devons continuer à innover. Avec Nathalie Loiseau à mes côtés, j'en ferai l'une de mes priorités au cours de cette année.

Mais, malgré ces résultats remarquables, nous le constatons jour après jour, l'Union est en proie à des forces centrifuges. J'ai évoqué le Royaume-Uni. Je pourrais aussi mentionner l'Italie et l'Europe centrale et orientale. Chaque État membre est libre d'élire les dirigeants qu'il souhaite, mais notre vision de l'Union européenne comme cercle premier d'alliance et de valeurs n'est pas compatible avec des gouvernements qui n'en respectent pas les principes fondamentaux, ne se sentent aucunement liés par la solidarité communautaire et ont, au fond, une approche utilitariste de l'Union, dans laquelle ils ne choisiraient que ce qui les intéresse, et en premier lieu la redistribution d'argent. De notre côté, comme l'a clairement indiqué le président de la République, nous ne sommes pas prêts à payer pour cette Europe-là. Il faudra le dire clairement - d'ailleurs je constate qu'aujourd'hui le président l'a dit encore plus clairement que ce que je viens de vous dire là. Il faudra le dire clairement car des élections de mai prochain sortiront les députés européens avec lesquels nous devrons travailler durant cinq ans. Il s'agira d'un moment absolument crucial pour l'Europe. De ces élections - de la participation comme des résultats - et du mandat de la prochaine Commission dépendent l'avenir de l'Union et notre capacité à la réorienter. Et dans la perspective de ces élections, avec le souhait que vient d'exprimer il y a quelques instants le président de la République d'avoir en Europe une majorité progressiste.

Dans la perspective de ces élections, nous devons utiliser les mois qui viennent pour convaincre de la pertinence de nos priorités qui reviennent toutes à faire de l'Europe le lieu de la protection collective plutôt que de la concurrence déloyale : taxation du numérique, intégration de clauses environnementales, sociales et climatiques dans nos accords commerciaux, protection de nos secteurs stratégiques, réforme de la zone euro pour assurer convergence et stabilité. Ce sont les sujets qui sont sur la table et qu'il nous faut mener d'ici les échéances.

Nous y travaillons et nous y travaillerons évidemment avec l'Allemagne, qui est pour nous le partenaire essentiel. En juin dernier, à Meseberg, nous nous sommes mis d'accord sur une feuille de route franco-allemande pour la zone euro, sur une position commune pour harmoniser la fiscalité des entreprises. C'est aussi avec nos amis allemands que nous recherchons, j'y reviendrai tout à l'heure, une solution concertée sur la question migratoire. Nous souhaitons à ce sujet pouvoir parvenir à une position franco-allemande avant le Sommet de Salzbourg du 20 septembre prochain, afin de ne pas laisser ce sujet aux populistes et aux marchands d'illusions et parce que nous savons que la relation franco-allemande est le moteur de la relance européenne. La vitalité de cette relation s'incarnera d'ailleurs très prochainement dans la signature d'un nouveau Traité de l'Élysée, qui pourrait être une source d'inspiration pour imaginer l'avenir de notre Union.

Alors, nous continuerons à avancer en franco-allemand. Mais, sur chacun de ces sujets délicats que je viens d'évoquer rapidement, vos efforts de conviction, là où vous êtes dans les États membres, votre contribution à l'identification de nouveaux partenaires moins évidents ou moins traditionnels, seront également essentiels et le Président de la République, dans le déplacement qu'il effectue actuellement, montre le chemin à suivre.

Le second cercle, c'est celui de notre sécurité collective et de défense de notre continent. Les déclarations du Président Trump laissant entendre avant le sommet de Bruxelles et après le sommet de Bruxelles que la couverture de sécurité américaine, inscrite dans l'article 5 du traité de l'Atlantique nord, n'avait peut-être pas de caractère d'automaticité, ces propos ont eu une portée considérable. Pas tant, d'ailleurs, pour la France, qui a toujours fait de son autonomie en matière de défense un objectif essentiel que pour ceux de nos partenaires qui ont voulu vivre sous parapluie américain, sans chercher à préserver leur capacité d'action autonome. Ce que nous avons à leur proposer, ce n'est pas une voie alternative - car nous n'agissons pas contre Washington -, mais une voie d'autonomie et de concertation entre Européens. Il s'agit de réintroduire en Europe une véritable culture stratégique, fondée sur la compréhension des menaces militaires qui pèsent sur le continent et sur le renforcement des fondements de la solidarité mutuelle, inscrite dans l'article 42.7 du Traité sur l'Union européenne qu'il m'est revenu d'invoquer pour la première fois, au nom de la France, suite à l'attaque terroriste du 13 novembre 2015.

Cette culture stratégique, ce que j'avais appelé l'an dernier une «culture du rapport de forces», doit en outre être assise sur des moyens. L'année 2018 a été celle, souvent à l'initiative de la France, de partenariats industriels nouveaux, je pense en particulier à l'Allemagne avec l'engagement du projet du futur avion de combat. Il faut poursuivre dans cette voie.

Je note d'ailleurs avec satisfaction que nous progressons, même dans des pays à la ferme tradition de neutralité, comme la Suisse où je me suis rendu il y a quelques jours, et qui a décidé de ne pas signer le Traité d'interdiction des armes nucléaires, pas de manière fortuite mais sur la base d'une analyse équilibrée de ses intérêts de sécurité. Nous vivons dans un temps où il est salutaire que chacun, plutôt que de prendre des postures, s'interroge sur l'effet de ce qu'il fait sur sa propre sécurité et sa capacité à agir dans des cadres de sécurité collective.

Ceci ouvre aussi la question de notre relation avec la Russie. Ce pays est perçu comme un ennemi par certains de nos partenaires, et ils ont des raisons à cela. Mais la France ne recherche ni l'isolement, ni l'affaiblissement de la Russie. Mais, en retour, elle attend respect et coopération.

Au-delà, nous devons continuer à développer partout dans le monde un réseau de partenariats solides, autour d'intérêts croisés, de coopérations concrètes et de soutien réciproque. La France est attendue partout. Cela nécessite d'avoir la capacité de nourrir ces liens, pour qu'ils forment la base de relations solides, pour que puissions survivre aux aléas des désaccords ponctuels dont la vie internationale est nécessairement porteuse.

Parmi les relations à faire évoluer en priorité, je pense à la relation spécifique qui nous lie à l'ensemble du continent africain. Si nous voulons être au rendez-vous des changements qui s'opèrent sur le continent, si nous voulons rester en phase avec les mutations économiques, sociétales, culturelles et numériques que connaît aujourd'hui l'Afrique, un aggiornamento dans la manière dont nous envisageons notre lien avec les Africains est absolument indispensable. C'est le sens du discours prononcé par le Président de la République à Ouagadougou le 28 novembre 2017. À la suite de cela, d'ailleurs, nous avons conclu avec l'Union africaine pour la première fois un accord de partenariat entre l'Union africaine et la France. Et les réformes engagées par nous-mêmes doivent être poursuivies avec détermination, le soutien aux pays africains qui s'y engagent aussi. Et je vous demande de mettre en œuvre les premières mesures d'application du discours de Ouagadougou, qu'il s'agisse des passeports talents ou encore des coopérations nouvelles, innovantes, que ce soient les coopérations sportives que nous avons initiées au Libéria, ou que ce soient les coopérations artistiques et culturelles que nous avons initiées au Nigeria, et beaucoup d'autres. L'Afrique sera au centre de nos préoccupations dans l'année qui vient.

Enfin, notre action dans les secteurs du développement, de la culture, de l'éducation, de la recherche, constitue notre premier levier pour consolider notre présence dans le monde et garantir notre influence à vingt ans. En m'exprimant aux journées du Réseau, au mois de juillet, j'ai tenu à rappeler, au-delà des priorités, le sens profond de cette action d'influence et de coopération. Je me permets de vous y renvoyer, en rappelant simplement ici que cette action est au cœur de notre diplomatie, et au cœur de votre mission d'ambassadeur. Dans les mois qui viennent, nous poursuivrons le travail engagé sur la promotion du français dans le monde, mais aussi sur l'enseignement français à l'étranger, l'export des industries culturelles, notre attractivité universitaire, et tous les autres chantiers que vous avez à l'esprit. Fort de moyens sanctuarisés, notre réseau devra bien entendu continuer à se moderniser et à rechercher de nouveaux publics.

Cette diplomatie dotée de moyens nouveaux et d'un capital de relations renforcé que je viens rapidement d'évoquer, je veux qu'elle soit d'abord une diplomatie de l'action. Non pas parce que nous voulons être présent partout, mais parce que c'est notre intérêt.

Notre objectif premier, celui que le Président de la République nous avait fixé l'an passé, celui qu'il nous a de nouveau répété cette année, c'est la sécurité des Français et la lutte contre le terrorisme islamiste au Levant et au Sahel.

En Syrie, l'équation reste à l'évidence difficile. Mais il faut le dire: l'année qui vient de s'écouler a, d'abord et avant tout, été celle du recul de Daech. Raqqa a été libérée de son joug - et la France peut être fière d'y avoir joué toute sa part. Certes Daech n'est pas entièrement vaincu encore et al-Qaïda, qui n'a rien renié de ses ambitions internationales, est toujours bien présente en Syrie. Mais notre action a conduit à l'affaiblissement du terrorisme dans cette partie du monde, ce dont témoigne aussi, en Irak, la libération de Mossoul.

Nous entrons donc dans une nouvelle étape, celle de la stabilisation des zones que nous avons contribué à libérer et celle de la recherche d'une solution politique, à laquelle nous nous employons.

Pas de stabilisation sans moyen : il était donc indispensable que ce ministère participe, à travers le centre de crise, à la mise en œuvre de nombreux projets - projets de déminage, d'adduction d'eau et d'électricité - dans le Nord Est syrien. Pour les populations de la région, c'est la possibilité de rentrer chez soi et de retrouver un semblant de vie normale. Nous avons engagé des montants financiers significatifs pour agir en ce sens car la victoire contre le terrorisme passe dans ces territoires par l'appui que nous apportons aux civils.

Sur le plan politique, nous avons consolidé, avec les États-Unis, une vision commune au sein du «Small Group». Nous partageons la conviction que, pour ouvrir la voie au retour à la paix et au retrait des forces étrangères, il est nécessaire que soient prises des mesures de confiance et adoptée une réforme constitutionnelle assurant un environnement neutre, afin de préparer des élections auxquelles tous les Syriens, y compris les déplacés et les réfugiés, puissent participer. Nous souhaitons que cette plateforme serve désormais de base à un dialogue plus large, incluant la Russie et la Turquie. Ces initiatives doivent aussi, nous l'espérons, nous aider à éviter le pire à Idlib, où al-Qaïda est devenue la force dominante, et où près de trois millions de civils vivent sous la menace d'une offensive du régime. Il y a là une véritable bombe à retardement, humanitaire et sécuritaire.

Nos efforts en Syrie visent aussi à conforter les pays voisins, qui subissent de plein fouet les conséquences de cette crise. Je pense à la Jordanie, que nous soutenons dans ses efforts de sécurisation des frontières. Je pense bien sûr au Liban. Le futur gouvernement libanais, quel qu'il soit, pourra compter sur notre appui, pourvu qu'il continue de mettre en œuvre les réformes économiques nécessaires, dans l'esprit de la conférence CEDRE qui s'est tenue le 6 avril dernier à Paris à notre initiative, et qu'il maintienne, je dis cela avec un peu de force, une politique de stricte dissociation des crises régionales.

Nous avons, par ailleurs, une responsabilité historique et un intérêt à ce que la stabilité revienne en Libye et, d'après les dernières informations que je peux avoir, ce n'est pas encore le cas. Mais c'est un objectif majeur. C'est pourquoi je me suis déjà rendu trois fois dans ce pays. C'est aussi pourquoi, en appui du représentant des Nations unies, aux côtés de ses partenaires, en lien avec les pays de la région, la France est à l'initiative depuis un an. Le 29 mai dernier, je l'évoquais au début de mon propos, le Président de la République est parvenu à réunir à l'Élysée, de manière inédite, les quatre principaux acteurs libyens, qui ne se reconnaissaient auparavant pas entre eux.

Trois millions de Libyens se sont enregistrés sur les listes électorales : c'est à la fois un espoir et un appel qu'il nous faut entendre. Nous appuyons l'action de Ghassan Salamé pour avancer dans cette direction et nous soutenons financièrement la préparation des élections, comme j'ai eu l'occasion de le dire sur place.

Bien sûr, rien n'est réglé. Mais, désormais, il y a un plan, il y a un scénario de sortie de crise. Je le dis : ce plan n'est dirigé contre personne, il est dans l'intérêt de tous,

aussi bien dans l'intérêt des Européens que dans l'intérêt des voisins de la Libye. Nous poursuivrons nos efforts, car ce qui se joue en ce moment en Libye, c'est à la fois la stabilité et la prospérité de la rive Sud de la Méditerranée.

Au Sahel, nous avons accompagné les États du G5 dans la reprise en main de leur propre sécurité. Depuis le Sommet de Bamako de juillet 2017, la Force conjointe du G5 Sahel est montée en puissance. Trois opérations ont été conduites, avec le soutien de la communauté internationale. Grâce au Sommet de la Celle Saint-Cloud du 13 décembre dernier, les Américains, l'Union européenne et les pays du Golfe appuient cette démarche, qui s'accompagne d'une initiative en faveur du développement importante, l'Alliance Sahel, que le Sommet de Nouakchott de décembre prochain sera l'occasion de porter à maturité.

Au Mali, la réélection du Président Ibrahim Boubacar Keita ouvre l'espoir d'un retour de l'État sur l'ensemble du territoire et d'un réinvestissement résolu de Bamako dans le processus de paix au Nord du pays.

S'agissant de l'Iran, vous savez nos efforts pour préserver le JCPOA. Ils seront poursuivis avec détermination, car il en va de la stabilité internationale et de la souveraineté de l'Europe. Il y a encore un certain nombre de problèmes techniques à régler mais la volonté est au rendez-vous. Mais le régime doit aussi nous entendre quand nous faisons valoir nos demandes, comme je l'ai fait au printemps à Téhéran. J'avais alors clairement dit que la Syrie ne franchirait pas notre ligne rouge sans en encourir les conséquences : ces conséquences sont venues. J'avais dit que des agissements de l'Iran dans la région finiraient par faire naître le risque d'une confrontation. Or nous avons frôlé l'escalade ! Dans l'intérêt de tous, nous continuerons donc de plaider en faveur d'un cadre de discussion global qui porte aussi bien sur le nucléaire après 2025, sur le balistique et sur les volontés de déstabilisation du régime iranien dans la région.

Le conflit dans l'Est de l'Ukraine constitue, par ailleurs, toujours une fracture entre l'Union européenne et la Russie, ce dont témoigne notamment la prolongation des sanctions. Les affrontements sont certes de faible intensité, mais ils n'en demeurent pas moins toujours meurtriers.

Avec l'Allemagne, lors d'une réunion ministérielle en juin à Berlin, nous nous sommes engagés pour remobiliser les parties et obtenir d'elles des avancées pour tenter de recréer de la confiance, cela veut dire : cessez-le-feu, retrait des armes lourdes, désengagement, avancées sur le plan politique. Car la mise en œuvre des Accords de Minsk est la seule issue envisageable. Soyons très clairs : sans volonté politique sur le terrain, envisager une éventuelle mission de l'ONU serait prématuré, voire même contre-productif. On ne peut pas mener des opérations de la paix si la paix n'est pas déjà là.

S'ajoutant à ces crises locales venant parfois les complexifier encore davantage, certains phénomènes représentent des menaces transversales pour notre sécurité, que nous ne pouvons pas non plus nous permettre d'ignorer.

L'an dernier j'avais, devant vous, évoqué les initiatives que nous prendrions en matière d'impunité chimique. Nous l'avons fait. Le partenariat contre l'impunité

chimique lancé en janvier 2017 à Paris compte désormais 37 États participants sur tous les continents. Déjà, il a donné des résultats concrets : des mesures de gels d'avoirs ont été prises et il nous est à présent possible de mettre en commun ce dont nous disposons avec les 37 Etats participants. .

C'est dans ce contexte favorable que l'OIAC a décidé, fin juin, d'un mécanisme d'enquête et d'attribution en cas d'attaque chimique, en priorité en Syrie. Nous pouvons être fiers du travail accompli ces derniers mois par notre diplomatie parce que ce n'était pas du tout évident au départ, nous nous sommes montrés à la hauteur du combat mené par la France, en 1993, pour l'adoption d'une convention d'interdiction des armes chimiques.

Cependant, je reste persuadé que, dans les mois qui viennent, nous devrons maintenir notre mobilisation face à ceux qui nient les faits ou pourraient être tentés de tester à nouveau notre détermination.

Concernant la lutte contre le financement du terrorisme, autre enjeu majeur transversal, autre enjeu pour notre sécurité, nous avons également été à l'initiative. En avril dernier, à Paris, plus de 70 États ont souscrit à un agenda ambitieux, qui prévoit de mobiliser l'ensemble de nos moyens en interministériel et de mettre en place de nouveaux partenariats à l'étranger. La dynamique créée à Paris donnera lieu, en 2019, à une deuxième conférence, qui se tiendra en Australie.

Vous le voyez, nous sommes pleinement mobilisés pour assurer la sécurité des Français là où des crises éclatent et à chaque fois que nous détectons une menace transversale. Mais il est aussi dans notre intérêt d'œuvrer à faire baisser le niveau de tension et de conflictualité partout où nous pouvons avoir de l'influence. Je pense, en particulier, au conflit israélo-palestinien. Les États-Unis ont engagé il y a plus d'un an d'importants efforts diplomatiques, dont ils n'ont pas encore annoncé les résultats, peut-être que cela viendra un jour. Il nous faudra, de toute façon, nous aussi, prendre des initiatives. Nous souhaitons le faire en concertation avec nos partenaires les plus proches pour ne pas laisser le terrain aux agitateurs, aux radicaux et aux idéologues de tout bord. Ce que nous chercherons à obtenir, c'est la position historique de la France, un règlement juste et durable du conflit, à savoir l'établissement de deux États, vivant côte à côte en paix et en sécurité, dans des frontières reconnues, et ayant l'un et l'autre Jérusalem comme capitale.

Enfin, nous devons aussi garantir la sécurité de nos concitoyens à l'étranger. Au cours des derniers mois, votre action dans ce domaine a été remarquable: à Ouagadougou, où notre ambassade a fait l'objet d'une attaque, mais aussi au Nicaragua, en Indonésie récemment, et partout dans le monde. L'efficacité de notre dispositif de gestion de crises est reconnue de tous et je voudrais rendre un hommage particulier au centre de gestion de crise et à saluer son directeur sortant, Patrice Paoli.

Si la sécurité des Français demeure la première de nos priorités, notre diplomatie doit aussi servir à répondre aux défis globaux de notre temps.

Incontestablement, les migrations constituent l'un de ces défis. C'est ce que l'année qui vient de s'écouler aura rappelé aux Européens. Le Président de la République

s’est longuement exprimé sur le sujet mais, moins qu’aucune autre, la question migratoire ne peut être traitée par une approche simpliste, ou par des slogans. La France a été et continuera d’être à l’avant-garde pour promouvoir une approche européenne de solidarité et de responsabilité, seule approche efficace pour faire face à ce défi. Au Conseil européen de juin dernier, la France a été au centre du jeu pour éviter que les divergences entre Européens ne deviennent des divisions insupportables et insurmontables. Cet été encore, nous avons trouvé avec Malte et quatre autres pays partenaires une solution pour l’Aquarius et les 140 personnes qu’il avait secourues en mer. Mais nous devons faire plus. Nous devons aider chacun à sortir des postures et à se mettre d’accord sur des principes clef et quelques éléments de constat.

Notre principe cardinal, c’est bien entendu celui de l’humanité, de l’accueil de celui qui peut prétendre à l’asile, c’est celui de la générosité. Nous ne pouvons renoncer à ces principes, tout simplement parce qu’ils nous définissent et que les perdre serait nous perdre nous-mêmes.

Pour autant - c’est le second principe - cela ne veut pas dire que le droit ne doit pas être respecté : nous ne pouvons accepter que certains pays refusent le retour de leurs ressortissants illégalement entrés en France. C’est pourquoi nous avons, par exemple, tenu une ligne de fermeté face aux Comores. Je compte sur votre mobilisation sur ce sujet, que nous avons évoqué ce matin avec le ministre de l’intérieur.

Respect de nos valeurs, respect du droit, et enfin - troisième principe - solidarité : solidarité avec les pays européens de première entrée, en jouant réellement le jeu des relocalisations, et solidarité avec les pays de transit, pour les aider à lutter contre les réseaux mafieux de trafic. L’accroissement considérable de notre contribution au Fonds fiduciaire d’urgence de l’UE pour l’Afrique marque à cet égard notre détermination, comme l’ensemble des coopérations bilatérales mises en place, et comme notre initiative, conjointement avec les Pays-Bas, de faire sanctionner, aux Nations unies, plusieurs têtes de réseaux actives passeurs, en particulier en Libye. Parallèlement à cette initiative, nous continuerons de travailler à un régime européen de sanction, qui viendra s’ajouter à l’ensemble des mesures décidées par le Conseil européen.

Autre défi global de notre temps, le numérique.

En décembre, j’ai présenté la stratégie de notre pays en la matière et, en avril dernier, le CAPS a organisé un évènement spécifique sur les manipulations de l’information qui m’a permis de définir un programme d’action.

Nos dispositifs de veille, à la DCP notamment, ont été renforcés afin que nous puissions dénoncer au moins celles des manipulations qui portent atteinte à notre sécurité ou à notre politique étrangère. Nous l’avons d’ailleurs fait, avec un certain succès, face aux contrevérités proférées par le régime syrien sur l’attaque chimique menée en avril dernier contre la Ghouta. À l’avenir, nous resterons très vigilants sur ces actions potentielles.

Avec la DSI, qui deviendra bientôt une Direction du numérique rattachée directement au Secrétaire général, je souhaite que nous menions une réflexion sur les principes fondamentaux de «l'hygiène numérique» à laquelle nous devons nous astreindre et sur la conception de nouveaux services innovants. Nos messageries, qu'elles soient privées ou professionnelles, sont scrutées, comme le sont toutes nos actions sur Internet. Nous devons donc prendre nos précautions, car la maîtrise de l'information et, parfois, du secret est l'une des clefs de notre action et, je vous le dis fermement, le manquement au devoir de discrétion, s'il devait se produire, ne resterait pas sans conséquences.

Bien souvent, ces défis globaux engagent la défense de ce que le président de la République a évoqué, cette année encore, sous le nom de «bien communs de l'humanité». Depuis un an, la France est à la pointe du combat qu'il faut mener en leur nom.

Je veux d'abord parler du climat. Nous le savons : ce qui se joue dans cette question, ce n'est ni plus ni moins que notre existence à long terme, l'existence de la planète. La décision prise en juin 2017 par les États-Unis de sortir de l'accord de Paris a suscité l'incompréhension et souvent l'indignation, mais n'a pas freiné la dynamique lancée en décembre 2015: de nouveaux pays ont ratifié l'accord et l'on a assisté à un formidable élan de mobilisation, émanant aussi bien d'acteurs publics que de la société civile, pour apporter les financements nécessaires et permettre sa mise en œuvre pleine et entière.

Cette mobilisation a été renforcée par le «One Planet Summit» qui s'est tenu, le 12 décembre dernier à Paris, à l'initiative du Président de la République. Notre réseau diplomatique s'y est investi avec beaucoup d'énergie. Il devra continuer à le faire, pour assurer le suivi des engagements pris à Paris, qui feront l'objet d'un nouveau rendez-vous de haut niveau en début d'année prochaine, vraisemblablement sur le continent africain.

Parmi les biens communs sur lesquels nous devons veiller, je voudrais également citer les droits humains. Les défendre et les promouvoir demeurera, tant qu'il le faudra, une priorité de notre diplomatie. Ils ne se réduisent pas, je veux le dire, à des «valeurs» qui seraient, en propre, celle de la France, de l'Europe ou de l'Occident. Les droits humains, en réalité, ce sont les principes mêmes qui servent de fondement aux grands textes du droit international. À l'occasion des 70 ans de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, nous ne manquerons pas de le réaffirmer. Aux côtés de la nouvelle Haut-Commissaire aux droits de l'Homme, Michelle Bachelet, et de mon homologue allemand Heiko Maas, je présiderai, dans quelques jours en marge de l'Assemblée générale des Nations unies, un événement consacré au rôle de la Déclaration universelle des droits de l'Homme dans la prévention des conflits. Et, le 8 décembre, date anniversaire de l'adoption de la déclaration, nous présenterons une nouvelle stratégie ministérielle pour les droits humains.

Au nom de ces principes, des hommes et des femmes luttent à travers le monde, parfois au prix de leur liberté, voire au péril de leur vie. Nous n'oublions aucun de leurs noms. Ceux de Taner Kilic, en Turquie ou d'Oleg Sentsov, en Russie, figurent toujours au sommet de nos agendas politiques. Ces noms, nous les évoquons tantôt

dans la discrétion, tantôt publiquement, privilégiant à chaque fois l'option la plus efficace et la plus pragmatique pour voir nos efforts aboutir.

Fort heureusement, des institutions existent pour défendre les droits humains, des institutions que nous devons défendre et renforcer. C'est dans cet esprit que la France a présenté sa candidature au Conseil des droits de l'Homme pour le biennum 2020-2021 ; dans cet esprit aussi que, dans le cadre de sa présidence du Comité des ministres du Conseil de l'Europe, en mai 2019, la France s'attachera à défendre le système européen de protection des droits de l'Homme, et en particulier la Cour européenne des droits de l'Homme.

Si notre diplomatie doit être une diplomatie des solutions concrètes, il va de soi que notre vocation est et demeurera d'ouvrir aussi des voies nouvelles pour la coopération internationale. C'est pourquoi nous n'entendons pas renoncer à lutter pour un monde plus coopératif, plus juste et donc finalement plus stable.

Cette année, notre mission, ce sera d'abord l'Europe, je l'ai dit tout à l'heure. J'ai indiqué que je la tenais pour le premier cercle de nos intérêts et nous devrons inlassablement au cours de l'année défendre le projet d'une Europe plus souveraine, plus unie, plus démocratique. Faire vivre l'Europe, c'est faire vivre davantage que l'Europe. C'est faire vivre, avec elle, l'idée de la paix par le dialogue, le compromis, la coopération, l'intégration et la tolérance.

Face à ceux qui remettent en cause le bien-fondé de l'action collective et de la diplomatie, face à ceux qui peuvent être tentés par des formes d'organisation alternative consacrant leur puissance nouvelle, notre deuxième mission sera de préserver, partout où cela demeure possible, les espaces de consensus, et la possibilité d'un avenir commun.

Certains acteurs ont fait de la déconstruction du système multilatéral un véritable agenda politique. D'autres, comme la Chine sont tentés d'imposer un système alternatif selon leurs propres normes en leur donnant les apparences de la réciprocité.

Mais si rien n'est fait pour résister à cette logique de sape, quelques années suffiront à mettre à bas le système multilatéral. Cela nous amène à devoir employer toutes nos forces et toute notre énergie à l'éviter. Car, si le multilatéralisme est une éthique des relations internationales, une certaine vision de ce que doivent être les rapports entre les pays du monde, c'est aussi un engagement profondément conforme à nos propres intérêts.

Nous devons donc réagir sans tarder.

D'abord, il faut que nous retrouvions notre capacité à établir la discussion sur la base de faits admis en commun, j'ai déjà eu l'occasion de la dire en début de propos.

Ensuite, nous devons soutenir les agences multilatérales qui œuvrent à la définition d'une vision et d'un projet commun à l'humanité.

C’est pourquoi nous travaillons à rendre leur crédibilité aux organes spécialisés des Nations unies, que ce soit dans le soutien à l’UNESCO et dans l’accompagnement des initiatives prises par Audrey Azoulay pour engager une véritable refondation stratégique de cet outil.

C’est dans ce même esprit que nous avons consenti d’autres efforts budgétaires significatifs pour permettre à certaines agences fragilisées de maintenir une partie de leur activité. Je pense en particulier à l’UNRWA.

Dans ce même esprit également il convient de consolider l’Organisation mondiale du Commerce, qui est un pilier majeur du multilatéralisme. Aujourd’hui, deux options s’offrent aux États. S’ils parviennent à renoncer au confort de l’immobilisme pour négocier de nouvelles règles garantissant une concurrence équitable et loyale pour l’ensemble des entreprises, le multilatéralisme sera plus fort et plus respecté. C’est un peu notre message à la Chine où je me rendrai dans quelques jours, pour évoquer en particulier ces questions. S’ils s’avèrent incapables de cet effort, alors c’est l’unilatéralisme et sa conséquence inévitable, la guerre commerciale généralisée. Soyons lucides : un effondrement de l’OMC n’est pas inenvisageable. Mais il est encore temps de se mobiliser pour éviter le pire. C’est ce que la France fera en novembre, comme l’a indiqué le Président de la République au cours de son discours.

Enfin, il nous faut agir résolument en faveur d’une solidarité internationale réelle. Le Président de la République vous a donné avant-hier ses priorités en la matière : nous aurons les moyens de les mettre en œuvre. L’accroissement considérable des ressources allouées au centre de crise pour répondre aux urgences humanitaires, l’accroissement aussi des mobilisations financières pour l’Agence française de développement, permettra d’agir très fortement. Et cela sera en conclusion et en conséquence de l’excellent rapport que Hervé Berville, que je salue, a pu produire il y a deux jours.

Le G7, qui se tiendra en 2019 sous présidence française, nous donnera l’occasion de dire quelle voie la société internationale a choisie. Comme nos amis Canadiens le savent bien, 2018 a démontré que l’unité de ce format n’est plus acquise. Notre défi sera donc de rechercher l’appui des autres puissances de bonne volonté, celles qui jouent le jeu du multilatéralisme, celles avec lesquelles la France a développé, au fil des ans, des relations denses et fécondes. Outre l’Allemagne, dont j’ai dit l’importance, il y a bien entendu, le Canada, mais aussi l’Australie, l’Inde, le Japon, le Mexique et bien d’autres, , tous ces pays qui peuvent être des compagnons de bonne volonté qui, tirant les leçons de l’Histoire, plaident comme nous pour un ordre international régulé. Et nombre d’entre eux se trouvent en Amérique latine aussi et notre diplomatie doit s’y déployer activement pour les associer à cette démarche qui rejoint dans une large mesure leur vision du monde ancrée dans des valeurs démocratiques partagées.

Mesdames les Ambassadrices et Messieurs les Ambassadeurs,

Le 11 novembre prochain, l’Europe, et avec elle le monde entier, se tournera vers son passé et pensera, avec le recueillement qu’inspirent tant de deuils et tant de sacrifices, à ce moment où les armes se turent enfin.

Le souvenir de 1918 enseigne à tous ceux qui, de par le monde, risqueraient de perdre espoir, que même les conflits les plus terribles peuvent cesser. Mais, si cette année fatidique a clos une guerre, nous n'oublions pas qu'elle a aussi ouvert trois décennies de turbulences et d'horreur. Nous devons donc tirer une autre leçon de 1918 : que les démocraties doivent être fortes et qu'elles doivent être unies. Car, sans personne pour se dresser face à lui, celui qui parle le langage de la force finit par passer des paroles aux actes.

En scrutant notre présent, nous devinons confusément les reflets de cette année de soulagement, où le pire pourtant se profilait déjà. Car c'est au miroir de 1918 que les défis que je viens d'évoquer devant vous, ceux que nous aurons à relever ensemble en 2018, prennent tout leur sens. Cherchant à déchiffrer ces reflets, nous comprenons que cette histoire n'est pas seulement faite pour nous inspirer le respect et l'humilité, mais aussi qu'elle nous porte à agir.

Cette réalité concerne très directement nos concitoyens. Il vous revient donc de leur montrer toute la valeur de votre métier. Je me réjouis, Monsieur le Secrétaire général, que vous ayez demandé de multiplier les déplacements sur le territoire pour faire connaître votre métier. Dans le même ordre d'idées, je souhaite que nous mettions en œuvre les propositions que le Conseil d'orientation des affaires étrangères - dont je salue les membres ici présents - a bien voulu me faire récemment : nous lancerons dans les prochains mois au ministère des affaires étrangères un cycle de conférences ouvertes, destinées à tous les publics, afin d'aborder les grands sujets internationaux qui concernent nos compatriotes plus qu'ils ne le pensent parfois ; nous ouvrirons également les promotions de l'Institut diplomatique et consulaire à des personnalités extérieures, afin là encore que la réalité concrète de notre action, de votre action soit mieux connue, et que nous puissions nourrir notre réflexion des apports de la société dans son ensemble.

Nous devons faire plus encore. C'est pourquoi la France a souhaité que les commémorations de l'Armistice soient l'occasion de rassembler, pour la première édition annuelle du Forum de Paris sur la Paix, l'ensemble des acteurs de la gouvernance mondiale. Ils seront réunis dans notre capitale, ils seront nombreux, pour faire avancer des projets concrets et proposer des solutions aux grands défis de la planète, de la question des migrations à la gouvernance de l'intelligence artificielle, de la biodiversité à l'évasion fiscale. Nous voulons ainsi apporter la preuve que nous sommes encore nombreux à croire aux mérites de l'action collective, du multilatéralisme, des règles et institutions qui permettent de façonner un monde plus stable et plus juste.

Je vous invite donc à relayer, autant que vous le pourrez, cette initiative d'espoir et de réalisme. Et, vous, l'aurez compris, je vous invite aussi à y reconnaitre l'image de la diplomatie que nous menons au jour le jour : une diplomatie sûre d'elle-même, mais consciente des dangers qui la menacent ; une diplomatie à la fois ferme et agile ; une diplomatie, en définitive, que l'histoire de notre pays commande de hisser toujours à la hauteur du temps présent.

Je vous remercie./.